

Paris Élysées Club : Anatomie d'une chute



Emmanuel GOLDSTEIN

Publié le 9 juin 2026 . Lecture estimée : 14 min



Premier club de jeux de la capitale, ouvert dès avril 2018 par le groupe Tranchant, le Paris Élysées Club a brûlé les étapes pour s'imposer comme le visage de la nouvelle ère du jeu parisien. Huit ans plus tard, les comptes racontent une autre histoire : un chiffre d'affaires divisé par plus de deux depuis son sommet, trois exercices déficitaires d'affilée, des capitaux propres profondément négatifs. Avec la pérennisation du statut des clubs actée en 2026, le cadre n'est plus en cause : c'est désormais l'absence de positionnement clair, capable de fédérer une cible de joueurs, qui explique le décrochage.

Quand le rideau se lève, le 26 avril 2018, au 32-34 rue Marbeuf, dans le 8^e arrondissement, le Paris Élysées Club n'est pas seulement un nouvel établissement : c'est le premier club de jeux jamais ouvert dans la capitale depuis les nouvelles directives du ministère de l'Intérieur. Paris, longtemps l'une des rares grandes métropoles européennes privée de casino, bascule dans une nouvelle ère. Celle des cercles de jeux, à la réputation sulfureuse et fermés les uns après les autres, est définitivement close.

Le groupe Tranchant, casinotier français installé, frappe vite et fort. La loi du 28 février 2017 relative au statut de Paris autorise l'expérimentation des clubs de jeux à compter de janvier 2018 ; à peine quelques mois plus tard, Tranchant ouvre. Cette vitesse d'exécution est en soi un message au marché : le premier arrivé prend date, capte la clientèle et impose un standard.

Et le standard est ambitieux. L'établissement déploie 2 500 m² sur deux niveaux dans un lieu chargé d'histoire : l'ancien garage-showroom Citroën des architectes Laprade et Bazin (1929), devenu le cinéma Le Marbeuf, puis la mythique boîte de nuit Le Man Ray des années 1990. La décoration, signée du studio MHNA, mise sur un art de vivre parisien assumé : boiseries, onyx rétro-éclairé, lustres monumentaux, velours. Vingt-trois tables, six variantes de poker, une entrée à 15 €, une ouverture sept jours sur sept jusqu'à 6 heures du matin. Les dirigeants visent alors 300 000 visiteurs par an, pour un loyer annuel de l'ordre du million d'euros.

Le pari, dans un premier temps, est gagnant.

L'âge d'or : 2018-2019

Un point de méthode s'impose d'emblée pour lire les comptes : la saison de jeu court du 1^{er} novembre au 31 octobre, et l'exercice est clôturé à cette date. Or le club n'a ouvert ses portes que le 26 avril 2018. Le premier exercice à enregistrer des recettes (clos le 31 octobre 2018) ne couvre donc, en réalité, qu'environ six mois d'exploitation effective. Sur cette demi-saison, le Paris Élysées Club réalise déjà 9,84 M€ de chiffre d'affaires et dégage un bénéfice net de +1,08 M€, une montée en puissance d'autant plus frappante qu'elle tient sur six mois, même si elle s'appuie sur un fort recours à l'emprunt bancaire (5,8 M€) pour financer l'aménagement.

2019, première saison pleine d'exploitation, sera l'année record et restera dans les comptes comme le sommet absolu de la maison :

L'âge d'or : l'exercice 2019

Paris Élysées Club · clos le 31/10/2019, douze mois pleins

Chiffre d'affaires

20,4 M€

sur 12 mois pleins

Résultat d'exploitation

+4,1 M€

marge opé. ≈ 20 %

Résultat net

+2,77 M€

record du club

Capitaux propres

3,5 M€

structure solide

Source : comptes sociaux C.L.M.C.E. (SIREN 831 450 499) · Les Enjeux · les-enjeux.com.

À cet instant, le Paris Élysées Club est non seulement rentable, mais structurellement solide. Le ratio salaires bruts / chiffre d'affaires se tient à 26-27 %, signe d'un modèle équilibré. Le pionnier a transformé son avance en domination.

C'est précisément à ce moment-là que tout va se gripper.

Sollicité dans le cadre de la rédaction de cet article, le Groupe Tranchant n'a pas donné suite à nos demandes de réaction sur les informations présentées.

2020 : le double choc

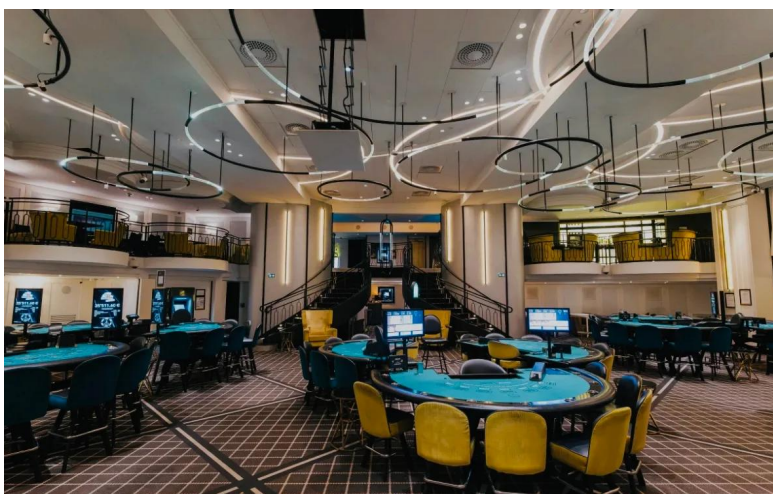
L'année 2020 cumule deux chocs de nature différente, mais qui se renforcent l'un l'autre.

Le choc sanitaire d'abord. Les fermetures administratives répétées liées au Covid divisent le chiffre d'affaires par 2,3, à 8,97 M€. Le résultat net plonge à -1,95 M€, premier exercice déficitaire depuis l'ouverture du club. Pour combler le trou, la dette intragroupe explose : apparition de plus de 3 M€ d'emprunts financiers divers, premier signe d'une dépendance croissante à la maison mère. Les capitaux propres fondent à 196 000 €.

Le choc réputationnel ensuite. En septembre 2020, l'établissement se retrouve au cœur d'une affaire de prêts clandestins. Quatre personnes, des consultants d'une société de prestation en relations publiques sous contrat avec le club, sont mises en examen pour blanchiment en bande organisée, exercice illégal de la profession de banquier et abus de bien social. Selon les enquêteurs du Service central des courses et jeux (SCCJ), unité spécialisée de la police judiciaire, le réseau proposait des prêts à taux usuraire pouvant atteindre 10 % aux joueurs en perte.

Le détail est révélateur de la sociologie de l'établissement : les apporteurs ciblaient en priorité les amateurs de Punto Banco issus de la communauté asiatique, restaurateurs et chefs d'entreprise de la banlieue nord parisienne. La figure centrale décrite par l'enquête, une quinquagénaire déjà connue des services pour des pratiques similaires du temps des anciens cercles, jouait à la fois le rôle de banquière et de rabatseuse. L'un des mis en examen se révélait par ailleurs être l'ex-beau-frère de Marcel Francisci, ancien responsable de l'Aviation Club de France, l'un de ces cercles fermés pour blanchiment dont les clubs de jeux étaient justement censés tourner la page.

Les enquêteurs n'ont mis en cause aucun salarié du Paris Élysées Club, et le groupe Tranchant, qui a nié toute implication, a mis fin à la collaboration avec le prestataire. Mais l'affaire laisse une trace : l'établissement censé incarner la respectabilité du nouveau modèle se voit rattrapé par les pratiques de l'ancien et par sa dépendance à une clientèle de gros joueurs de contrepartie, plus volatile et plus exposée que la clientèle poker.



Boiseries, onyx rétro-éclairé et lustres monumentaux : l'écrin du Paris Élysées Club, rue Marbeuf, dans le 8^{ème}

La concurrence se densifie, le leadership s'érode

Le pionnier n'est pas resté seul longtemps. L'Impérial Club (groupe Raineau) ouvre en deuxième, le Club Montmartre arrive en août 2019, le Club Berri devenu Punto Club (racheté par Partouche en 2020), le Club Circus, et surtout le Club Barrière sur les Champs-Élysées : en quelques années, le marché parisien se peuple de sept établissements.

Or le Paris Élysées Club, malgré sa surface et son décor, n'a jamais su s'imposer : il est resté avant tout un club de jeux de contrepartie, sur un segment où la concurrence est frontale et où la clientèle se déplace facilement d'un établissement à l'autre. Une configuration de concurrence inédite pour des casinotiers, où l'établissement rival est parfois à 300 mètres, dans laquelle chaque déception client se paie cash. Là où le Club Circus captait la communauté des joueurs de tournois et où le Barrière s'appuyait sur une marque et une localisation premium, le pionnier perd progressivement sa singularité.

Le classement le confirme. Selon les données reprises par Challenges pour l'exercice 2023, le Paris Élysées Club ne figure plus sur le podium parisien, derrière le Club Pierre Charron, le Club Barrière et l'Impérial Club. Le marché, lui, continue de croître : 123 M€ de PBJ cumulé pour les sept clubs en 2024 (+3,7 %), 771 000 entrées (+4,5 %). La demande est là, mais elle se redistribue au détriment du Paris Élysées Club.

La recomposition s'accélère encore en 2025-2026. D'après [notre panorama 2025 des clubs de jeux parisiens](#), le marché se concentre désormais autour de deux locomotives, Pierre Charron (≈ 31 % du marché) et Barrière, qui pèsent à elles seules plus de la moitié de l'activité. Sur le premier semestre 2025-2026, le Paris Élysées Club ne représente plus que 11,2 % du PBJ parisien, pris dans un peloton resserré avec l'Impérial (13,5 %), le Circus (12,6 %) et le Montmartre (10,1 %), comme nous le détaillons dans [notre bilan du marché avant l'arrivée de Partouche](#). Le pionnier est devenu un acteur du milieu de tableau, à l'instant précis où le groupe Partouche débarque avec son Casino Club, infrastructure XXL appelée à viser le leadership.

La spirale financière 2023-2025

Le rebond de 2022 a entretenu l'illusion. Cette année-là, le chiffre d'affaires remonte à 12,7 M€ et le club renoue, pour la dernière fois, avec un résultat net positif (+275 860 €), repassant ses capitaux propres en territoire positif (+825 929 €). « Apparemment sauvé », résume la synthèse interne, mais c'est un trompe-l'œil. À partir de 2023, la mécanique s'emballa dans le mauvais sens.

Du démarrage au décrochage : 2018-2025

Paris Élysées Club - exercices clos au 31/10 (C.L.M.C.E.)

Exercice	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	Salaires / CA
2018	9,8 M€	+1,08 M€	+1,58 M€	26 %
2019	20,4 M€	+2,77 M€	+3,55 M€	27 %
2020 *	9,0 M€	-1,95 M€	+0,20 M€	39 %
2021 *	5,2 M€	-0,70 M€	-0,50 M€	41 %
2022	12,7 M€	+0,28 M€	+0,83 M€	34 %
2023	11,5 M€	-1,12 M€	-0,30 M€	41 %
2024	9,9 M€	-2,35 M€	-2,10 M€	43 %
2025	8,3 M€	-2,37 M€	-2,11 M€	47 %

* Exercices marqués par les fermetures Covid.

Source : comptes sociaux C.L.M.C.E. (SIREN 831 450 499) - Les Enjeux - les-enjeux.com.

Le chiffre d'affaires en recul continu.

Trois exercices de baisse d'affilée : de 12,7 M€ en 2022, le chiffre d'affaires recule à 11,5 M€, puis 9,9 M€, puis 8,3 M€ en 2025. Soit -59 % entre le pic de 2019 et 2025. La demande parisienne, elle, ne s'est pas effondrée : c'est bien une perte de parts de marché, pas une crise sectorielle.

- **Le ciseau de la masse salariale.** Le ratio salaires bruts / chiffre d'affaires est passé de 26-27 % en phase de croissance à 47 % en 2025. Autrement dit, près d'un euro de recette sur deux part en salaires bruts, avant même les charges sociales, le loyer, les prestataires et les prélèvements sur les jeux. Pour une structure dont les coûts fixes sont calibrés sur les 120 personnes des grandes heures, la chute du CA transforme mécaniquement chaque baisse d'activité en perte.
- **L'effondrement du produit brut des jeux.** Le PBJ chute de 17,9 M€ en 2023 à 12,6 M€ en 2025, soit -30 % en deux ans. Et l'État y prélève plus du

tiers du brut, ce qui laisse une marge de manœuvre étroite : 8,2 M€ de produits nets des jeux en 2025, contre 11 M€ deux ans plus tôt.

- **Capitaux propres** : la ligne rouge franchie, puis maquillée

Le point le plus préoccupant se lit au bilan. Les capitaux propres, à 3,5 M€ en 2019, basculent une première fois en négatif dès 2021 (-500 131 €), seuil légal qui impose en théorie une reconstitution. Le rebond de 2022 les ramène brièvement dans le vert, avant une rechute en 2023 puis un effondrement à -2,1 M€ en 2024 et 2025.

Pour tenir comptablement, la société a procédé à deux opérations « coup d'accordéon », augmentation puis réduction immédiate de capital de 2 350 000 €, l'une en 2024, l'autre le 4 avril 2025. Une mécanique purement comptable de reconstitution des fonds propres, qui ne change rien à la trésorerie réelle. Sur le terrain économique, le club survit grâce aux avances de sa maison mère (CFR - Groupe Tranchant, lui-même filiale de FININDUSCO) : la dette financière intragroupe atteint 3,47 M€ en 2025. Les déficits fiscaux reportables, eux, gonflent à 9,1 M€ au 31 octobre 2025.

“ Le cumul net des résultats sur la période 2020-2025 ressort à -8,21 M€ ”

2025 : la fermeture subie, symbole d'un secteur sous tutelle politique

Début 2025, le symbole est brutal : faute de budget voté avant l'échéance de l'expérimentation, le club ferme administrativement en janvier-février, comme les six autres clubs parisiens. À l'origine du blocage, un enchaînement purement institutionnel, dissolution de l'Assemblée en 2024, puis censure du budget 2025, qui a empêché la prorogation légale du régime.

Le coût sectoriel est lourd : le PBJ cumulé des clubs retombe autour de 98 M€, contre 123 M€ l'année précédente. Pour le pionnier, déjà fragilisé, cette parenthèse forcée tombe au plus mauvais moment, en pleine spirale déficitaire.

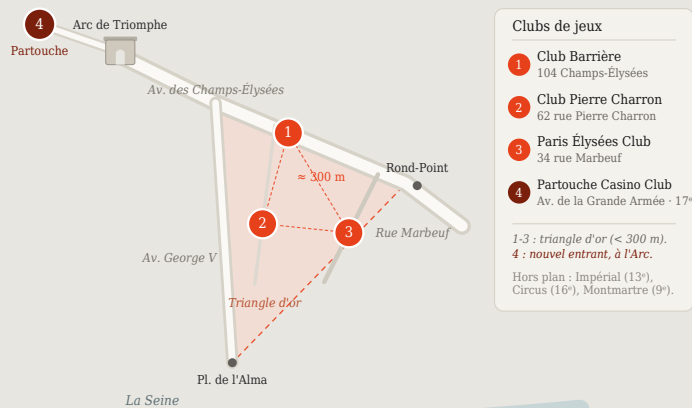
2026 : le statut des clubs confirmé

Après neuf ans de régime provisoire et de prorogations à répétition, les clubs de jeux parisiens ont vu leur statut pérennisé par la loi de finances 2026 : son article 19 bis supprime la borne temporelle (jusqu'ici fixée à fin 2027) et transforme l'expérimentation issue de la loi de 2017 en régime permanent. Saisi par des députés, le Conseil constitutionnel a validé le dispositif le 19 février 2026, écartant les deux griefs soulevés, qualification de « cavalier budgétaire » et vice de procédure lié au 49.3, comme nous l'analysions dans notre suivi de la validation constitutionnelle. La loi n'élargit pas le périmètre des jeux, mais en stabilisant le cadre elle a rouvert le dossier de la roulette, qui relève d'un décret du ministère de l'Intérieur.

Pour l'ensemble des opérateurs, c'est une bouffée d'oxygène : visibilité juridique, sécurisation des emplois et capacité à investir, dans un secteur qui pèse environ 120 M€ de chiffre d'affaires annuel. Le cadre est désormais stable et le marché continue de croître. Ce qui place le Paris Élysées Club face à la vraie question, celle qui n'a rien de réglementaire : à qui s'adresse-t-il ? Son décrochage ne tient pas à l'instabilité du régime, subie par tous, mais à l'absence d'une stratégie et d'un positionnement capables de fédérer une cible de joueurs identifiée.

Le triangle d'or du jeu parisien

Trois clubs à moins de 300 m — et le nouveau venu, à l'Arc de Triomphe



Carte schématisée — Les Enjeux · les-enjeux.com. Positions indicatives d'après les adresses des établissements.

La roulette, fausse planche de salut

C'est l'autre grand sujet des prochains mois, et beaucoup d'opérateurs y voient un relais de croissance providentiel. [Dans une interview accordée à notre média, Stéphane Piallat](#), chef du Service central des courses et jeux, l'affirme sans détour : la question n'est plus de savoir si la roulette sera autorisée, mais quand et dans quelles conditions (voir notre entretien « Le jeu à Paris a désormais une existence légale pérenne »). L'arrivée du jeu pourrait, selon les estimations du secteur, générer 30 à 40 M€ de produit brut des jeux supplémentaires par an à l'échelle parisienne, un jeu emblématique, très prisé des touristes et réputé moteur de fréquentation.

Mais il faut se garder d'y voir le sauvetage du Paris Élysées Club. D'abord parce que le régulateur lui-même prévient que l'effet sera d'abord une redistribution des flux : une partie de la clientèle du casino le plus proche basculera, d'autres joueurs viendront, et le vrai test sera la capacité de chaque club à créer de la demande nouvelle, pas seulement à se partager l'existante. Or créer de la demande suppose précisément ce qui fait défaut au PEC : une identité claire et une cible assumée.

C'est là tout le problème. La roulette ne corrige pas un déficit de positionnement, elle le révèle. Le jour où les sept clubs proposeront tous des tables de roulette, l'avantage ira à ceux qui savent déjà à qui ils parlent : un Pierre Charron qui structure le jeu de table haut de gamme, un Barrière qui capitalise sur sa marque et sa localisation, un Partouche Casino Club taillé pour le volume. Le Paris Élysées Club, lui, ajouterait une roulette de plus à une offre qui peine à se distinguer : sans cible nette ni proposition de valeur différenciante, il se retrouverait à courir derrière des concurrents plus pertinents sur le segment même qu'il espérait conquérir. Un jeu supplémentaire n'a jamais tenu lieu de stratégie. Pour un établissement qui ne sait déjà plus à qui il s'adresse, la roulette risque surtout d'être un investissement coûteux, nouvelles tables, croupiers spécialisés, procédures dédiées, sans retour à la hauteur de l'espoir qu'il suscite.

Parts de marché du PBJ parisien

1^{er} semestre 2025-2026 · sept clubs de jeux

Club	Part du PBJ
Club Pierre Charron	31 %
Club Barrière	21 %
Impérial Club	13,5 %
Club Circus	12,6 %
Paris Élysées Club	11,2 %
Club Montmartre	10,1 %
Punto Club	1 %

PBJ cumulé des 7 clubs : ≈ 123 M€ en 2024 (+3,7 %) → ≈ 98 M€ en 2025 (année de fermeture).
Sources sectorielles (ANJ, Challenges) — données hors comptes sociaux.

Un club qui ne trouve plus sa place

Le diagnostic se résume ainsi. Le Paris Élysées Club a parfaitement réussi son entrée : vitesse d'exécution, lieu emblématique, premier sur le marché. Mais il n'a pas su transformer cette avance en positionnement durable. Resté un

club de contrepartie sans identité poker forte, fragilisé par une affaire de prêts clandestins qui a illustré sa dépendance à une clientèle de joueurs asiatiques, puis dépassé par des concurrents géographiquement proches et mieux positionnés, il a glissé du statut de leader incontesté à celui d'établissement de milieu de tableau, en perte d'activité continue.

Avec l'arrivée du Partouche Casino Club, conçu pour viser le sommet d'un marché qui ne pourra pas absorber un acteur XXL « sans casse », et dans un environnement juridique désormais sécurisé pour tout le monde, la question n'est plus de savoir si le pionnier peut redevenir leader, mais s'il a encore une place dans le Paris du jeu qu'il a lui-même contribué à inventer.

Données financières : synthèse des comptes C.L.M.C.E. SASU (SIREN 831 450 499), exercices 2017 à 2025, clôture au 31 octobre. Sources sectorielles et réglementaires : ANJ, Challenges, Les Échos, décision du Conseil constitutionnel du 19 février 2026 (loi de finances 2026, art. 19 bis), archives de presse, les-enjeux.com.